

# Réorganisation ou réduction ?

Avant de commencer à jouer à un jeu, il est toujours bon de connaître les règles !

Cette semaine, la direction va entamer des discussions avec les organisations syndicales sur la **réorganisation de l'ensemble de la rédaction à Paris** qu'elle souhaite mener notamment sur la base du **rapport des groupes de travail sur la couverture France**.

## Un empressement suspect

S'il paraît légitime de vouloir débattre sur notre organisation rédactionnelle, *SUD* relève en revanche la rapidité avec laquelle la direction souhaite avancer sur ce sujet crucial qui touche à la couverture et donc à notre mission d'intérêt général.

**Y aura-t-il un vrai débat sincère ?** Nous en doutons sérieusement au vu de l'enchaînement du calendrier : un rapport des groupes de travail restitué en septembre, puis un questionnaire tendancieux soumis à la rédaction fin octobre.

Pire, la direction souhaite déjà tirer des conclusions d'ici à la fin de l'année pour proposer un projet en janvier 2020 !

Un empressement d'autant plus suspect que les « pistes » retenues par les groupes de travail risquent de déboucher sur un grand chamboule-tout de la rédaction. Fini les bons vieux services parisiens (Infos Génés, Politique, Social, Eco, Société, BPA) et bienvenue aux nouveaux « pôles » thématiques (Transition écologique, Monde numérique, Sécurité...). Fini aussi les Desks France et Monde qui doivent devenir un gros « desk unique ».

Si l'ambition affichée est de « dynamiser » les couvertures ou « développer / améliorer » certaines thématiques grand public, la direction ne cache pas non plus qu'il faudra « faire des choix ». En clair : on va faire moins...

## 25% des effectifs en moins ?

**Autre sujet qui fâche, et pas le moindre : les effectifs.**

La direction évoque la création d'une « dizaine de pôles » constitués chacun de 10-12 journalistes, soit un total de 100 à 120 salariés alors qu'il y a actuellement environ 135 journalistes francophones dans les six services de production à Paris.

Reste à savoir si les encadrants sont inclus ou non dans les effectifs cibles.

Si ce n'est pas le cas, on peut arriver au niveau actuel. Dans le cas contraire, il s'agirait d'une réduction des effectifs de l'ordre de 25%.

Une réduction qui s'ajouterait aux 16 journalistes « texte » francophones à Paris qui doivent partir dans le cadre du Plan de départs volontaires (PDV) au 31 décembre 2019.

**Mais pourquoi ne pas simplement réformer les services existants ?**

Peut-être parce qu'une réorganisation totale permet de masquer l'abandon de certaines couvertures. En effet, difficile de faire des comparaisons avant et après la réforme, si toutes les rubriques sont déplacées et les journalistes répartis dans les nouveaux « pôles ».

Une répartition qui pose d'autres questions : y aura-t-il des affichages sur tous les postes ? Ou bien les journalistes seront-ils répartis par affectation comme cela a été le cas au mois d'octobre pour les techniciens lors de la réforme de la DSI (Direction des systèmes d'information) ?

**Le projet de « desk unique » risque aussi de toucher profondément notre mode de fonctionnement.** Sous couvert de « revaloriser le rôle du desk », il s'agira sans doute non seulement de « mutualiser » les tâches mais aussi d'en rajouter de nouvelles et d'augmenter la polyvalence. Mais au final, on dévalorise le rôle primordial des desks : la relecture compétente de la copie.

**Face à ces menaces qui touchent aux fondements-mêmes de l'AFP, SUD compte bien demander à la direction à quel jeu elle joue.**

Paris, le 17 novembre 2019  
**SUD-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)**